

Préfet du Jura

N° chrono : UD39/PR/PC/AM/MB/2020-117

Date : 20 FEV. 2020

INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION du 11/02/2020
Société C & K Components SAS

N° S3IC : 0059-00824			Commune : DOLE		
Visite :	administrative	programmée	annoncée	Régime :	E
Priorité :	à enjeux	Attributs S3IC : - Air - PC : fluides frigo, AN2020-fluides frigo - PC : inspection généraliste produit chimiques			
Liste des installations inspectées : visite partielle : - de l'atelier de traitement de surfaces ; - du laboratoire ; - de l'atelier de traitement des effluents aqueux ; - des zones d'entreposage des produits chimiques ; - des extérieurs des bâtiments.					
Référentiel de l'inspection : - Arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (AM 1) - Arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés (AM2) - Arrêté préfectoral n° 228 du 16 février 2005 (AP 1)					
Personnes rencontrées : Responsable Hygiène Sécurité Environnement Responsable maintenance					

Ce rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités.

Indépendamment des points contrôlés par l'Inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

Propositions de suites

- Constats à traiter par courrier ;

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Alexandre MOISSONNIER	Christophe FLORES	Pierre CHRISMENT
		
L'inspecteur de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	Le chef de l'Unité Départementale de Jura

ANNEXE 1 : FICHE DE CONSTATS

Personnes rencontrées / fonctions : M. Patrick DECUYPER : Responsable HSE
: M. Martial JEANNET : Responsable Maintenance

Équipe d'inspection : M. Alexandre MOISSONNIER

I – Situation administrative

Suite à la parution des décrets 2013-1205 du 14/12/13 et 2019-292 du 09/04/19 modifiant la nomenclature ICPE l'installation de traitement de surface est soumise à enregistrement au titre des rubriques 2565-1 et 2565-2. La maîtrise des risques d'accidents, de pollutions, de nuisances ainsi que les incidences notables sur l'environnement sont encadrées par les prescriptions générales sectorielles fixées par l'arrêté ministériel du 09/04/2019.

Observation : l'Inspection invite l'exploitant à vérifier la conformité de ses installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 susvisé.

Suite aux modifications de la nomenclature ICPE, les installations exploitées dans l'enceinte de l'établissement relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume des activités	Classement
2565-1-b	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563,2564, 3260 ou 3670. 1. Lorsqu'il y a mise en œuvre de : b) Cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	Volume des cuves, contenant des cyanures, affectées au traitement de surfaces : 2580 litres	E
2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563,2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l	Volume des cuves ne contenant pas de cyanure affectées au traitement de surfaces : 7910 litres	E
L'arrêté préfectoral de 2005 (AP1) susvisé autorise l'exploitation d'une installation de traitement de surfaces dont le volume des cuves mises en œuvre est de 12 780 litres. Il est pris acte du classement des installations au titre des rubriques 2665-1 et 2565-2 sous le régime de l'enregistrement pour les volumes indiqués ci-dessus.			
1185-2	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz A définir dans la déclaration à réaliser à effet de serre fluorés (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.	A définir	A définir

	a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg		
L'arrêté préfectoral de 2005 susvisé autorise l'exploitation d'une installation compression et réfrigération (rubrique 2920) dont la puissance absorbée maximale est de 1422 kW. Le dossier d'autorisation mentionne la présence de : - 182 kg de R 22 - 126 kg de R 407 C - 112 kg de R 470 C			
L'exploitant indique que le fluide R22 a été remplacé en 2017 et que la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans son établissement est de 729 kg. La quantité de fluide présente étant supérieure à la quantité autorisée et malgré les modifications des intitulés de la rubrique relative aux installations de réfrigération, l'installation ne peut être classée par antériorité sous le régime de déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 1185.			
Constat 1-11022020 : non-conformité : la situation administrative de l'installation contenant des fluides frigorigènes n'est pas à jour. → l'exploitant procédera à la télédéclaration de cette installation via le site suivant : https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R42920			
Le classement de l'installation sera acté suite à la transmission de la déclaration demandée.			
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation : 787,33 kW	DC
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	/	DC
2661-1	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Quantité maximale de matière susceptible d'être traitée : 1 t/j	D
2662	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieure ou égale à 100 m ³ , mais inférieure à 1 000 m ³	Volume maximal susceptible d'être stocké : 130 m ³ .	D
2910-1	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.	2 chaudières gaz Puissance thermique nominale : 1,9 MW	DC

4110-1	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>1. Substances et mélanges solides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t</p>	Quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation : 330 kg	DC
4130-2	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 9 tonnes	D
L'installation était autorisée au titre de la rubrique 1131-2-b pour une quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation de 33,38 tonnes. Il est pris acte du classement de l'installation sous le régime de déclaration pour une quantité maximale susceptible d'être présente de 9 tonnes.			

E = Enregistrement DC = Déclaration avec contrôle périodique D = Déclaration NC = Non Classé

II – Suite des dossiers de porter à connaissance de juin 2017 et octobre 2018

II.1 – Dossier de 2017

Ce dossier avait pour but de porter à la connaissance du Préfet la rénovation projetée de la ligne MECO qui date de 30 ans, l'ajout d'une rétention sur cette ligne et le remplacement des armoires électriques.

La nature des baigns de traitement n'ont pas été modifiés.

II.2 – Dossier de 2018

Ce dossier avait pour but de porter à la connaissance du Préfet la remise en place du bain étein sur la ligne PEG1 (ligne nommée MSA1 dans l'arrêté préfectoral d'autorisation), bain inutilisé depuis 2012, afin d'améliorer la flexibilité de la ligne PEG2 (MSA2).

Les produits utilisés dans ce bain sont identiques à ceux utilisés dans la ligne PEG2, ces produits ont été pris en compte dans le plan de surveillance signé le 11 décembre 2019 par l'exploitant.

En séance l'exploitant indique qu'il considère que ces modifications ne sont pas substantielles au regard des critères fixés :

- à l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement ;
- par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009.

Compte tenu des informations fournis par l'exploitant dans ses dossiers de porter à connaissance, les modifications réalisées sont considérées comme non substantielles et ne nécessitent pas de modifications de l'arrêté préfectoral d'autorisation (hors prise en compte du plan de surveillance des rejets aqueux industriels).

III – Plan de surveillance des rejets aqueux industriels de l'installation

L'exploitant a transmis le plan de surveillance des rejets aqueux de ses installations signé le 11 décembre 2019.

Le cadre GIDAF a été modifié en prenant en considération ce nouveau plan de surveillance établi suite à la parution de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 dit « RSDE ».

Comme convenu lors de l'établissement et la signature du plan de surveillance, l'exploitant reportera journalièrement les résultats des mesures du paramètre cyanure libre (mesures réalisées en interne) et mensuellement le résultat de l'analyse du paramètre cyanure total (mesure réalisée par un laboratoire externe) et cela jusqu'à l'éventuelle modification du paramètre cyanure à contrôler dans l'arrêté de prescription général AM 1 susvisé.

Observation : l'exploitant vérifiera que le nouveau cadre GIDAF est cohérent avec le plan de surveillance signé et, le cas échéant, transmettra à l'Inspection ses remarques.

IV – Déclaration GERE

L'Inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de réaliser sa déclaration GERE avant le fin du mois de mars 2020.

La déclaration relative aux évacuations de déchets de 2018 indique que des déchets (boues et gâteaux de filtration contenant de substances dangereuses code 11 01 09*) sont évacués vers l'Allemagne. Ces évacuations sont tracées via le formulaire Cerfa n°14132*01. L'Inspection n'a pas d'observation sur ce point.

V – Suivi de la non-conformité non soldée relevée lors l'inspection de mai 2017

article 7.5.3 (AP 1) : lors de la visite du site, les inspecteurs ont noté la présence, dans la zone de stockage plating, d'un container de 800 litres (stockage RONAPOL, produit corrosif) sans rétention situé à proximité d'un regard des eaux pluviales.	Constat considéré comme soldé	Le GRV de RONAPOL (acide phosphorique) a été placé dans une cuvette de rétention dans la zone d'entreposage des produits chimiques située au sous-sol.
--	--------------------------------------	--

VI – Suivi en exploitation des équipements frigorifiques

L'exploitant a fait l'inventaire de ses équipements dont la charge est supérieure à 2 kg.

La vérification du respect de la réglementation a été réalisée :

- pour le respect de la périodicité, sur le groupe froid GF3 ;
- pour les marquages sur les appareils, sur les sécheurs de l'air comprimé ;
- pour les réparations, sur le groupe RT5.

Le groupe froid 3 contient 110 kg de fluide R407c dont le PRG est de 1774. La charge équivalente CO₂ est de 195 tonnes. L'équipement ne disposant pas de système de détection continue, la fréquence de contrôle d'étanchéité de l'équipement est de 6 mois. Les 2 derniers contrôles se sont déroulés les 13/06/2019 et 9/10/2019. ils ont été réalisés par la société Axima concept de Saint-Appolinaire inscrite sur le site du SYDEREP et titulaire du certificat de capacité de catégorie 1 n°5.

Les sécheurs d'air comprimé portent la nature et la quantité de gaz présent dans l'équipement, un macaron bleu, matérialisant l'absence de fuite constatée lors du dernier contrôle d'étanchéité, dont la date de validité n'est pas dépassée.

Une fuite de fluide a été détectée sur l'appareil RT5 (fluide R407C) le 8/10/2019, la réparation a été réalisée le 23/10/2019, l'équipement n'a pas été mis à l'arrêt et vidangé entre la détection de la fuite et la réparation.

<p>7 (AM2)</p>	<p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p>	<p>Non conforme</p>	<p><u>Constat 2-11022020 : non-conformité</u> : l'équipement n'a pas été réparé sous 4 jours ouvrés et n'a pas fait l'objet d'une mise à l'arrêt et d'une vidange. Cette non-conformité n'appelle pas de réponse de la part de l'exploitant mais doit être prise en compte lors des prochaines détections de fuite.</p>
--------------------	--	----------------------------	--

VII – Vérification du respect de certaines dispositions applicables aux installations

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
8 (AM 1)	L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).	Absence d'observation	L'exploitant a établi un registre des substances dangereuses présentes dans son établissement, il dispose des fiches de données de sécurité correspondantes. Hors zones d'entreposage, il a été observé uniquement deux petits bidons d'acide sulfuriques dans l'installation de traitement de surface.
8 (AM 1)	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.		
3.1.2 (AP 1)	<u>Pollutions accidentelles</u> Les réseaux d'aspiration des effluents cyanurés, d'une part, et acides et alcalins, d'autre part, doivent être indépendants, parfaitement repérés et convenablement entretenus. Le débit d'aspiration sur chacun des réseaux est au moins de 6 000 Nm ³ /h. Un contrôle de ces débits est réalisé mensuellement.	Absence d'observation	L'exploitant a présenté les résultats 2019 des mesures des débits des conduits 1 et 2 ; tous les débits sont supérieurs à 6000 m ³ /h. Les débits ont été mesurés tous les mois sauf au mois de septembre pour le réseau acide. Les réseaux d'aspiration sont indépendants et étiquetés.
3.1.2 et 7.3.6 (AP 1)	L'établissement est équipé de détecteur d'acide cyanhydrique au niveau : - du laveur des effluents gazeux cyanurés ; - du sous-sol de l'atelier de traitement de surface à proximité des stockages des effluents cyanurés et des stockages des produits cyanurés neufs ; - de l'atelier de traitement de surface 2détecteurs au plafond + 1 sur chaque bain. Un détecteur portatif doit être disponible et facilement accessible.	Absence d'observation	Les 8 détecteurs d'acide cyanhydrique ont été observés 2 détecteurs portables sont présents dans l'établissement (au niveau de la centrale de contrôle des détecteurs et dans le laboratoire). L'exploitant projette d'acheter un 3 ^{ème} détecteur portatif et d'installer un détecteur d'acide cyanhydrique au-dessus de la « chaine tonneau ». L'ensemble des détecteurs est vérifié annuellement.

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire												
Suite au déclenchement du détecteur de la ligne 7 le 03 juin 2018, causé par un défaut et des difficultés d'étalonnage, le détecteur défectueux a été changé. L'exploitant fait désormais changer tous les 3 ans ses détecteurs (par tiers chaque année). La centrale de détection a été changée en août 2018, l'enregistrement est désormais réalisé numériquement, l'imprimante a été supprimée.															
57 (AM1)	<p><u>Emission dans l'air</u></p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.</p> <table><tr><th>polluant</th><th>Rejet direct (mg/m³)</th></tr><tr><td>Acidité totale exprimée en H</td><td>0,5</td></tr><tr><td>Ni</td><td>5</td></tr><tr><td>CN</td><td>1</td></tr><tr><td>HF, exprimé en F</td><td>2</td></tr><tr><td>Cr total</td><td>1</td></tr></table>	polluant	Rejet direct (mg/m³)	Acidité totale exprimée en H	0,5	Ni	5	CN	1	HF, exprimé en F	2	Cr total	1		<p>Le rapport relatif aux résultats des analyses réalisées les 17 et 18 juin 2019 mettent en évidence une non-conformité au niveau des rejets issus du laveur des effluents cyanurés.</p> <p>L'exploitant indique que pour corriger ce paramètre, des essais ont été effectués afin :</p> <ul style="list-style-type: none">- valider le protocole de mesure ;- valider le duo pH/Potentiel Redox du laveur de gaz. <p>Protocole de mesure mis en place : les mesures sont désormais effectuées le lundi, à vide le matin pendant le nettoyage des lignes pour faire un blanc et avec les lignes en fonctionnement l'après-midi.</p> <p>pH/Potentiel Redox du laveur de gaz : le pH de 10,7 peut être augmenté à 11,5 mais dans ce cas il se produit rapidement des problèmes d'encrassement et donc à termes des problèmes de débit. Il a été décidé d'augmenter le seuil d'ajout de l'eau de javel (300 mV mini à 350 mV mini).</p> <p>Une analyse a été réalisée le 02 décembre 2019. Les rejets du réseau cyanure, pour le paramètre CN, sont conformes aux dispositions des articles 57 et 3.2.4.</p>
polluant	Rejet direct (mg/m³)														
Acidité totale exprimée en H	0,5														
Ni	5														
CN	1														
HF, exprimé en F	2														
Cr total	1														
3.2.4 (AP 1)	<p>Les rejets issus des conduits n°1 et 2 doivent respecter les valeurs limites suivantes</p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentration instantanée</th></tr><tr><td>NOx</td><td>100 ppm</td></tr><tr><td>Acidité totale exprimée en H</td><td>0,5 mg/Nm³</td></tr><tr><td>Alcalins, exprimés en OH</td><td>10 mg/Nm³</td></tr><tr><td>HF, exprimé en F</td><td>5 mg/Nm³</td></tr><tr><td>CN</td><td>1 mg/Nm³</td></tr></table>	Paramètres	Concentration instantanée	NOx	100 ppm	Acidité totale exprimée en H	0,5 mg/Nm³	Alcalins, exprimés en OH	10 mg/Nm³	HF, exprimé en F	5 mg/Nm³	CN	1 mg/Nm³	Observation	<p>Le rapport de juin 2019 montre que les effluents issus du réseau acide ont une concentration (0,951 mg/m³) pour le paramètre CN proche de la VLE autorisée.</p> <p>L'exploitant indique qu'il étudie la possibilité d'installer des dévésiculeurs sur ce réseau.</p> <p><u>Observation</u> : étant donné la dangerosité du cyanure et des conséquences d'une potentielle pollution, l'Inspection invite l'exploitant à être vigilant concernant la concentration en cyanure des effluents issus du réseau acide et à finaliser son projet de mettre en place des dévésiculeurs.</p>
Paramètres	Concentration instantanée														
NOx	100 ppm														
Acidité totale exprimée en H	0,5 mg/Nm³														
Alcalins, exprimés en OH	10 mg/Nm³														
HF, exprimé en F	5 mg/Nm³														
CN	1 mg/Nm³														

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire								
7.3.6 (AP 1)	L'atelier de traitement de surface doit être maintenu en dépression par une fermeture systématique des portes et fenêtres.	Absence d'observation	Lors de la visite, les portes et les fenêtres étaient fermées.								
20-II (AM 1)	Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; - 50 % de la capacité totale des cuves associées.	Absence d'observation	Les chaînes de traitement sont sur rétention, le sol de l'atelier de traitement de surface forme également une rétention.								
4.1.1 (AP 1)	Consommation maximale d'eau autorisée annuellement: 9500 m ³ . Les prélèvements d'eaux industrielles nécessaires à l'atelier de traitement de surface sont limitées aux quantités suivantes : <table border="1"> <thead> <tr> <th>Origine de la ressource</th><th>Consommation maximale annuelle</th><th>Débit moyen journalier</th><th>Débit maximum journalier</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Réseau public</td><td>3300 m³</td><td>10 m³/j</td><td>15 m³/j</td></tr> </tbody> </table>	Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit moyen journalier	Débit maximum journalier	Réseau public	3300 m ³	10 m ³ /j	15 m ³ /j	Absence d'observation	Consommation totale de l'établissement pour l'année 2019 : 6118 m ³ . (entre 450 et 680 m ³ suivant les mois). Consommation d'eau pour l'atelier de traitement de surfaces : 2000 m ³ Consommation spécifique < 0,5 litres /m ² traité / fonction de rinçage.
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit moyen journalier	Débit maximum journalier								
Réseau public	3300 m ³	10 m ³ /j	15 m ³ /j								
55 (AM 1)	II. La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.										

Article	Prescription contrôlée	Constats	Commentaire
8 (AM 1)	Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.	Absence d'observation	Les cuves de traitement, fûts et réservoirs observés portent en caractères lisibles le nom des substances et le cas échéant les symboles de danger.
53 (AM 1)	Gestion des produits. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et des autres substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne renferme pas de solutions acides. Les locaux sont pourvus de fermeture de sûreté.	Absence d'observation	La réserve de substances et mélanges dangereux mentionnés à l'article 53 sont entreposés dans un local fermé à clé (2 personnes dispose de la clé) au sous-sol. Les acides sont stockés hors du local.
15 (AM 1)	Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons.		L'exploitant procède au dépotage des produits suivants : - soude ; - javel ; - chlorure de fer ; - acide chlorhydrique.
20-IV (AM 1)	IV. Chargement et déchargement Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.	Observation	Les bouches sont différenciées, la zone de dépotage et étanche, la manipulation de vannes permet de créer une rétention via l'envoi des liquides répandus dans une cuve. Observation : l'exploitant pourra utilement remplacer une étiquette indiquant le sens de fermeture de la vanne permettant de créer la rétention devenue illisible.

